

## 1. Conditions de formation et conditions de stage

### 1.1. Conditions de formation

- enseignement des cinq premières années d'études dans un établissement d'enseignement secondaire  
ou  
cycle moyen de l'enseignement secondaire technique soit du régime technique, soit du régime de la formation du technicien  
ou  
avoir obtenu un certificat d'aptitude technique et professionnelle du régime professionnel  
ou  
présenter une attestation portant sur des études reconnues équivalentes par le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions sur avis d'une commission des équivalences administratives

### 1.2. Conditions de stage

- cf. informations générales

## 2. Attributions

- travaux d'exécution et d'assistance à caractère administratif

## 3. Administrations

- Administration du Personnel de l'Etat (par détachement de l'Administration gouvernementale),
- Administration gouvernementale (loi modifiée du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale),
- Administration de l'Emploi (loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'Emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi),
- Administration de l'Aéroport (loi modifiée du 26 juillet 1975 portant création de l'administration de l'Aéroport),
- Administration des Bâtiments publics (loi modifiée du 18 décembre 1975 portant réorganisation de l'administration des bâtiments publics),
- Administration du Cadastre et de la Topographie (loi modifiée du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie),
- Centre de Psychologie et d'Orientation scolaires (par détachement de l'Administration gouvernementale ou d'autres administrations),
- Centre du Rham (loi modifiée du 10 février 1984 portant organisation des services du Centre du Rham); le Centre du Rham a été repris par l'établissement public « Centres, Foyers et Services pour personnes âgées », mais son personnel garde son statut,
- Centre national de l'Audiovisuel (loi modifiée du 18 mai 1989 portant création d'un Centre National de l'Audiovisuel),
- Centres socio-éducatifs de l'Etat (loi du 12 juillet 1991 portant organisation des centres socio-éducatifs de l'Etat),
- Commissariats de District (loi communale modifiée du 13 décembre 1988),
- Service de Contrôle de la Comptabilité communale (loi modifiée du 16 août 1966 portant: ... b) organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics),
- Conseil d'Etat (loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat),
- Administration des Contributions directes (loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes),

- Contrôle médical de la Sécurité sociale (loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale),
- Cour des Comptes (loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes),
- Direction de la Santé (loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la Santé),
- Administration des Eaux et Forêts (loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'administration des eaux et forêts),
- Service d'Economie rurale (loi modifiée du 25 février 1980 portant organisation du service d'économie rurale),
- Instituts et Services d'Education différenciée (loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée),
- Institut national des Sports (loi du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports),
- Centre sportif national (par détachement de l'Administration gouvernementale),
- Service de l'Energie de l'Etat (loi modifiée du 14 décembre 1967 portant institution d'un poste de commissaire du Gouvernement, portant création d'un service de l'énergie de l'Etat et concernant l'exploitation des centrales hydro-électriques d'Esch-sur-Sûre et de Rosport),
- Administration de l'Enregistrement et des Domaines (loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'administration de l'enregistrement et des domaines),
- Administration de l'Environnement (loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement),
- Administration pénitentiaire (loi du 27 juillet 1997 portant réorganisation de l'administration pénitentiaire),
- Institut d'Etudes éducatives et sociales; l'IEES a été repris par l'Université du Luxembourg, mais son personnel garde son statut (par détachement de l'Administration gouvernementale ou d'autres administrations),
- Service de la Formation des Adultes (par détachement de l'Administration gouvernementale ou d'autres administrations),
- Centre de Langues (par détachement de l'Administration gouvernementale ou d'autres administrations),
- Centres de Formation professionnelle continue (loi du 1er décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue),
- Inspection du Travail et des Mines (loi modifiée du 4 avril 1974 portant réorganisation de l'inspection du travail et des mines),
- Conseil arbitral et Conseil supérieur des Assurances sociales (loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale),
- Institut supérieur d'Etudes et de Recherches pédagogiques; l'ISERP a été repris par l'Université du Luxembourg, mais son personnel garde son statut (par détachement de l'Administration gouvernementale ou d'autres administrations),
- Archives nationales (loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat),
- Bibliothèque nationale (loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat),
- Musée national d'Histoire et d'Art (loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat),
- Musée national d'Histoire naturelle (loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat),
- Service des Sites et Monuments nationaux (loi du 28 décembre 1988 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat),
- Institut viti-vinicole (loi du 12 août 2003 portant réorganisation de l'Institut viti-vinicole),
- Juridictions administratives (loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif),
- Juridictions de l'Ordre judiciaire (loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire),

- Laboratoire national de Santé (loi modifiée du 21 novembre 1980 portant réorganisation de l'institut d'hygiène et de santé publique et changeant sa dénomination en laboratoire national de santé),
- Secrétariat du Médiateur (loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur),
- Police grand-ducale (loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police ...),
- Administration des Ponts et Chaussées (loi modifiée du 15 mai 1974 portant réorganisation de l'Administration des ponts et chaussées),
- Protection civile (loi modifiée du 18 novembre 1976 portant organisation de la protection civile),
- Office national du Remembrement (loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement de biens ruraux),
- Service central des Imprimés et des Fournitures de Bureau de l'Etat (loi modifiée du 14 juin 1969 portant création d'un Service central des imprimés et des fournitures de bureau de l'Etat),
- Service national d'Action sociale (loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale),
- Service national de la Jeunesse (loi modifiée du 27 février 1984 portant création d'un Service National de la Jeunesse),
- Administration des Services techniques de l'Agriculture (loi modifiée du 30 novembre 1976 portant réorganisation de l'administration des services techniques de l'agriculture),
- Administration des Services vétérinaires (loi modifiée du 29 août 1976 portant création de l'Administration des services vétérinaires),
- STATEC (loi modifiée du 9 juillet 1962 portant institution d'un service central de la statistique et des études économiques),
- Trésorerie de l'Etat (loi modifiée du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat ...),
- Fonds national de Solidarité (loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds National de Solidarité),
- Caisse nationale des Prestations familiales (loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales),
- Centre commun de la Sécurité sociale (art. 320 du Code des assurances sociales),
- Commissariat aux Assurances (loi du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances),
- Union des Caisses de Maladie (loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé),
- Caisses de Maladie (Code des assurances sociales),
- Administration commune des Caisses de Sécurité sociale de la Profession agricole (Code des assurances sociales),
- Entreprise des Postes et Télécommunications (loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications),
- Institut luxembourgeois de Régulation (loi modifiée du 21 mars 1997 sur les télécommunications),
- Banque centrale du Luxembourg (loi du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg),
- Commission de Surveillance du Secteur financier (loi du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier),
- Office des Assurances sociales (art. 282 du Code des Assurances sociales),
- Centre hospitalier neuropsychiatrique (loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « centre hospitalier neuropsychiatrique ») ; l'Hôpital neuropsychiatrique a été repris par le CHNP, mais le personnel actuel garde son statut

Effectif total au 1<sup>er</sup> février 2004 : 473

## 4. Structure et agencement de la carrière

### 4.1. Informations de base

Âge fictif de début de carrière : 19 ans

Grade applicable pour le calcul de l'indemnité de stage : 4

Indemnité de stage (agents entrés en service à partir du 1.1.1989) :

agents n'ayant pas atteint l'âge fictif	échelon 3 (160pi)
agents ayant atteint l'âge fictif	échelon 4 (168pi)

Grade de première nomination : 4

Grade de computation de la bonification d'ancienneté : 4

Echelon de début de carrière :

agents nommés à partir du 1.1.1989	échelon 3 (160pi)
agents nommés entre le 1.11.1986 et le 1.1.1989	échelon 2 (152pi)
agents nommés avant le 1.11.1986	échelon 1 (144pi)

### 4.2. Conditions et modalités d'avancement

- Avancement au grade 6 après 3 années de nomination.
- Sous condition d'avoir réussi l'examen de promotion : avancement au grade 7 après 6 années de nomination.
- Le fonctionnaire sans examen de promotion avance au grade 7 à l'âge de 50 ans sous condition d'avoir au moins 6 années de nomination.

### 4.3. Remarques

- Prime de formation fiscale non pensionnable pour les agents de l'Administration des Contributions directes et de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines :
  - 12pi au moment de la nomination,
  - 24pi après avoir réussi l'examen de promotion,
  - 39pi après 12 années de service, sous réserve d'avoir réussi l'examen de promotion.
- Prime de risque non pensionnable de 10pi pour les agents des établissements pénitentiaires.

#### 4.4. Tableau récapitulatif

Grade	Fonction	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
<b>4</b>	O Expéditionnaire	144 [+4]	152 [+4]	160 [+4]	168 [+4]	176 [+4]	184 [+4]	192 [+4]	200 [+4]	208 [+4]	216 [+4]	224									
<b>6</b>	O Commis adjoint	163 [+5]	172 [+5]	181 [+5]	190 [+5]	199 [+5]	208 [+5]	217 [+5]	226 [+5]	235 [+5]	244										
<b>7</b>	O Commis (4)	176 [+5]	185 [+5]	194 [+5]	203 [+5]	212 [+5]	221 [+5]	230 [+5]	239 [+5]	248 [+5]	257 [+5]	266.c [+5]	275.c								
<b>8</b>	F 20% Commis principal (5)	203 [+5]	212 [+5]	221 [+5]	230 [+5]	239 [+5]	248 [+5]	257 [+5]	266 [+5]	275 [+6]	287 [+6]	299 [+6]	311.g								
<b>8bis</b>	F 15% Premier commis principal	212 [+5]	221 [+5]	230 [+5]	239 [+5]	248 [+5]	257 [+5]	266 [+5]	275 [+6]	287 [+6]	299 [+5]	308 [+6]	320 [+6]	332.f [+4]	339.f						
<b>8ter</b>	S 10% Premier commis principal	227 [+5]	236 [+5]	245 [+5]	254 [+5]	263 [+5]	272 [+5]	281 [+5]	290 [+6]	302 [+6]	314 [+5]	323 [+6]	335 [+6]	347.f [+4]	354.f						

#### Explications :

O Cadre ouvert  
F Cadre fermé  
S Grade de substitution

- (1) Promotion avec 4 jours de formation
- (2) Promotion avec 4 jours de formation (8 jours au total)
- (3) Promotion avec 4 jours de formation (12 jours au total)
- (4) Promotion avec 6 jours de formation
- (5) Promotion avec 6 jours de formation (12 jours au total)
- (6) Promotion avec 6 jours de formation (18 jours au total)
- (7) Promotion avec 12 jours de formation (12 jours au total)
- (8) Promotion avec 6 jours de formation (30 jours au total)

- .a Allongement sans condition particulière
- .b Allongement lié à une fonction spécifique
- .c Traitement maximum garanti
- .d Allongement avec avis du Chef d'administration et 6 jours de formation (18 jours au total)
- .e Allongement avec avis du Chef d'administration et 6 jours de formation (24 jours au total)
- .f Allongement avec avis du Chef d'administration et 6 jours de formation (30 jours au total)
- .g Allongement avec avis du Chef d'administration et 12 jours de formation (24 jours au total)
- .h Allongement avec avis du Chef d'administration et 18 jours de formation (30 jours au total)
- .i Allongement avec avis du Chef d'administration et 30 jours de formation (30 jours au total)
- .j Allongement avec avis du Chef d'administration et 24 jours de formation (24 jours au total)
- .k Allongement avec avis du Chef d'administration et 6 jours de formation (12 jours au total)
- .l Allongement avec avis du Chef d'administration et 18 jours de formation (18 jours au total)
- .m Allongement avec avis du Chef d'administration et 30 jours de formation au total